

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	L'UE et l'Allemagne lancent une action pour limiter les flux financiers illicites en Afrique
Burundi	Inauguration de l'axe transfrontalier Chanic-Gatumba entre le Burundi et la RDC
Comores	Lancement de la centrale solaire photovoltaïque de Foubouni
Djibouti	<i>Pas de brève cette semaine</i>
Erythrée	Développement des activités agricoles via la construction d'infrastructures d'irrigation
Ethiopie	Installation à Addis du Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies
Kenya	Les banques de petite taille peinent à conserver leurs clients aisés
Madagascar	La Banque mondiale approuve un don de 100 MUSD contre la malnutrition dans le sud
Maurice	Forte progression de l'inclusion financière en 2019
Rwanda	Signature d'un accord de participation à l'initiative singapourienne BSB
Ouganda	Baisse des recettes d'exportation de l'or en octobre
Seychelles	La BCS interdit les paiements de dividendes aux actionnaires par les banques locales
Somalie	<i>Pas de brève cette semaine</i>
Soudan	Prêt relais américain de 1 Md USD
Soudan du Sud	Reprise de la construction de l'autoroute Juba-Bahr el Ghazal.
Tanzanie	Accord d'achat d'électricité entre Tanesco et six producteurs indépendants (IPP)

Actualités Régionales

Covid19 : Evolution de la situation sanitaire.

Après + 2,6 % la semaine passée, la croissance du nombre de nouveaux cas hebdomadaires dans la zone AEOI augmente fortement, à + 6,5 % (+ 18 997 cas contre + 7 280 la semaine passée), et légèrement supérieur à la tendance mondiale, à 6 % cette semaine. En Ethiopie (+ 4 134 contre + 2 620) et au Kenya (+ 3 846 contre

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	6/12	13/12	20/12	6/12	13/12	20/12
Burundi	694	729	761	1	1	2
Comores	615	624	643	7	7	7
Djibouti	5 692	5 725	5 781	61	61	61
Erythrée	632	656	754	0	0	0
Ethiopie	112 740	115 360	119 494	1 745	1 779	1 846
Kenya	87 984	90 305	94 151	1 518	1 568	1 633
Madagascar	17 513	17 587	17 587	255	259	259
Maurice	505	514	524	10	10	10
Rwanda	6 084	6 528	7 232	51	56	59
Seychelles	182	185	202	0	0	0
Somalie	4 525	4 579	4 662	121	121	124
Soudan du Sud	3 166	3 181	3 228	61	62	62
Soudan	19 747	21 386	22 823	1 301	1 347	1 434
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	22 188	22 188	30 702	206	220	230
Total AEOI	282 776	290 056	309 053	5 358	5 512	5 748

+ 2 321), le nombre de nouveaux cas hebdomadaire augmente cette semaine. Seul le Soudan (+ 1 437 contre + 1 639 la semaine passée) semble connaître une légère décline du nombre de cas hebdomadaires.

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Ethiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

L'UE et l'Allemagne lancent une action pour limiter les flux financiers illicites en Afrique.

Officiellement annoncée début décembre, l'initiative *Multidonors-joint Action*, qui vise à lutter contre les flux financiers illégaux sur le continent, sera mise en œuvre par la GIZ sur une durée de 44 mois. L'Union Africaine soutient ce projet financé par l'Union Européenne (5 MEUR) et le gouvernement allemand (2 MEUR). Cette initiative se développerait dans 5 pays pilotes, dont potentiellement le Kenya et l'Afrique du Sud. A travers des programmes de gouvernance et de renforcement des capacités des institutions publiques, cette action tripartite viserait la réduction de moitié des flux financiers illégaux dans les pays participants.

Actualités pays

BURUNDI

Inauguration de l'axe transfrontalier Chanic-Gatumba entre le Burundi et la RDC. Le président burundais a inauguré cet axe de 15,5 km le 16 décembre 2020. La réhabilitation de cet axe stratégique pour les échanges avec la République Démocratique du Congo (RDC) aura coûté 10 MEUR depuis le début des travaux, en 2015, et a bénéficié de financements de l'Union Européenne à hauteur de 6,3 MEUR. En 2017, la RDC représentait le seconde marché à l'exportation pour le Burundi.

COMORES

Lancement de la centrale solaire photovoltaïque de Foubouni. La société française InnoVent a réalisé le 15 décembre les premiers essais de la centrale solaire photovoltaïque de Foubouni en présence de l'Ambassadrice de France. La société a injecté dans le réseau de la Société nationale d'électricité des Comores 500 KW sur une puissance totale prévue de 3 MW. Quatre localités (Foubouni, Nioumadzaha Mvumbari, Mohoro et Malé) sont concernées par ces essais. Spécialisée dans le développement de parcs éoliens et solaires en Afrique, InnoVent avait signé un contrat de vente d'électricité avec la Sonelec début 2019 pour un investissement global de 3,4 MEUR.

DJIBOUTI

Pas de brève cette semaine.

ERYTHREE

Développement des activités agricoles via la construction d'infrastructures d'irrigation. Dans un contexte marqué par des sécheresses de plus en plus fréquentes et une dégradation des terres arables, le gouvernement érythréen a mis en place une politique de construction de barrages et de travaux de conservation des eaux et du sol. Ainsi, jusqu'à 5 lieux connus pour leur aridité dont Fanko-Tsumué (région Gash Barka) ont pu développer des activités agricoles productives. Les terres arables en Érythrée ne représentent que 26 % du total des terres, et si l'agriculture emploierait 80 % de la population active, elle ne pèserait que 17 % du PIB. En effet, la forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale contribue à la sous-performance du secteur.

ETHIOPIE

Le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies s'installe à Addis Abeba. La première pierre du siège du Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies (*Africa CDC*) a été posée à Addis Abeba, le 15 décembre. Financé par le gouvernement chinois pour un coût total estimé à 80 MUSD, le bâtiment va disposer entre autres d'un centre d'opérations d'urgence, d'un centre de données, d'un laboratoire et d'un centre de formation. Le choix de la ville d'accueil du siège, ainsi que le manque de transparence sur le choix d'un opérateur chinois avait fait l'objet de polémiques au sein de l'Union Africaine

(UA). L'Africa CDC permettra renforcer la capacité des États membres à réagir rapidement et efficacement aux risques sanitaires.

Les cartes de débits en devises étrangères pourront être émises par les banques privées. Depuis fin novembre, les banques privées ont la possibilité d'octroyer des cartes de débit en devises étrangères aux résidents éthiopiens en voyage à l'étranger, ou désireux d'effectuer des paiements auprès de certains secteurs locaux ciblés par les autorités. Cette prérogative était réservée à la banque publique CBE depuis août 2018. La circulaire requiert l'établissement d'un accord avec une entreprise internationale de système de paiement pour la délivrance de la carte, prévoit la possibilité d'effectuer des retraits dans la devise de destination, et précise que certains secteurs en Ethiopie (hôtellerie, duty-free, aviation, tourisme) pourront bénéficier de ces paiements. Ce changement intervient alors que l'Éthiopie connaît une pénurie chronique de devises, avec des réserves inférieures à 2,5 mois d'importations en 2019/2020.

KENYA

Les banques de petite taille peinent à conserver leurs clients aisés. Selon la Banque Centrale du Kenya, les petites banques ne contrôlèrent plus que 6 % des comptes de plus de 100 000 KES (soit 750 EUR), contre 13 % en 2017. Les neuf banques les plus importantes du pays concentreraient désormais 82 % des comptes de plus de 100 000 KSH, contre 79 % en 2019, confirmant cette tendance. Ce mouvement peut être suivi la prise de contrôle de trois banques de taille moyenne (respectivement *Chase Bank*, *Imperial Bank* et *Dubai Bank*) par la Banque Centrale en 2017. Pour lutter contre ce phénomène, la *Kenya Deposit Insurance Corporation* (KIDC), agence indépendante qui assure la couverture des déposants en cas de faillites bancaires a relevé en juillet, le seuil de couverture des dépôts de 100 000 KES à 500 000 KES (3 750 EUR), seuil qui n'avait pas évolué depuis 1989.

Publication des indicateurs économiques d'octobre par KNBS. Le *Kenya National Institute of Statistics* (KNBS) a publié le 22 décembre, les *Leading Economic Indicators* portant sur le mois d'octobre 2020. Outre les difficultés de l'institut qui induisent des retards de publication, cette publication nous informe d'une hausse de l'inflation, qui passent de 4,2 en septembre à 4,8 % en g.a., cette augmentation portant davantage sur le panier des ménages à revenu élevés (2,6 % vs. 2,3 % le mois précédent) tandis que la hausse des prix sur un an se maintient à +5,2 % sur le panier de biens des ménages à revenus faibles. L'indice boursier *NSE 20 index*, poursuivait sa baisse pour atteindre fin octobre -33 % depuis le 1^{er} janvier. Les exports de café et de thé en octobre représentent un volume plus faible de respectivement 32 et 4 % par rapport à octobre 2019, l'effet sur les revenus d'exportations étant atténué par la forte augmentation des prix pour le café, tandis qu'ils se cumulent à la baisse pour le thé. Le document indique aussi un plus haut en terme d'usage de *mobile money*, atteignant 529 Mds KES en octobre (4 Mds EUR) de transactions, à comparer avec un montant moyen mensuel de 365 Mds KES en 2019.

MADAGASCAR

La Banque mondiale approuve un don de 100 MUSD contre la malnutrition dans le sud. Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le 10 décembre dernier un don de 100 MUSD pour améliorer l'accès aux infrastructures de base et aux moyens de subsistance et renforcer la gouvernance locale dans le sud de Madagascar, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes. Le projet, appelé MIONJO (se lever en malgache) couvrira les trois régions du sud de Madagascar, à savoir Anosy, Androy et Atsimo-Andrefana.

L'AFD finance l'Agence d'urbanisme du grand Antananarivo pour 3 MEUR. L'Agence d'urbanisme du grand Antananarivo (AUGA/IPAM) réunissant la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA) et trente-trois communes périphériques, a lancé ses activités le 16 décembre. Elle bénéficie d'une subvention de 3 MEUR

de l'AFD, de contributions financières du Ministère de l'Aménagement du Territoire et des travaux publics (MATTP) et des communes qui en sont membres. Elle vise à contribuer aux enjeux de mobilité urbaine, notamment les transports en commun, pallier à l'insuffisance des données foncières, améliorer la collecte, le traitement des déchets, résoudre les problèmes d'évacuation des eaux pluviales et usées, et contribuer à la planification urbaine de l'agglomération de la capitale.

MAURICE

Forte progression de l'inclusion financière en 2019. Dans son rapport annuel pour l'année 2019, la Banque de Maurice (BdM) constate une forte progression de l'inclusion financière à Maurice. Entre 2018 et 2019, 54 000 comptes de dépôts ont été ouverts par les PME, soit une hausse de 4 %. Le montant cumulé des facilités de crédit accordées dans le cadre du Mécanisme de financement des PME a quant à lui augmenté de 15 %, atteignant 235 MEUR. Les transactions individuelles effectuées via plateformes en ligne ont augmenté de 32 %, tout comme les paiements via cartes bancaires (+20 %) et les paiements par monnaie électronique, multipliés par six. L'inclusion financière féminine a également progressé, le nombre de déposantes ayant augmenté de 48 % entre décembre 2016 et décembre 2019.

UGANDA

Baisse des recettes d'exportation de l'or en octobre. Selon les données de la Banque centrale, les recettes d'exportation d'or, après plusieurs années de hausse, ont diminué pour la première fois en octobre 2020, passant de 221 MUSD en septembre à 165 MUSD. En hausse de 23 % et 144 % en 2018 et 2019, ces exportations étaient devenues le premier poste d'exportation du pays (respectivement 10%, 12% et 27% des exportations en 2017, 2018 et 2019) depuis 2017. Les exportations totales en direction du Moyen-Orient, principal destination des exportations d'or d'Ouganda, ont ainsi été affectées, affichant un recul de 24 % entre septembre et octobre (169 MUSD vs 224 MUSD un mois plus tôt). Cependant, les exportations d'or représentent encore 40 % des exportations totales cumulées du pays de janvier à octobre 2020. Sur l'année, elles affichent encore une hausse de 33,5% par rapport à la même période de l'année 2019.

RWANDA

Signature d'un accord de participation à l'initiative singapourienne BSB. Le Ministère du commerce et de l'industrie du Rwanda a signé le 11 décembre un accord engageant le pays dans l'initiative *Business Sans Borders* (BSB), porté par l'autorité monétaire de Singapour (MAS). Cet accord devrait engager une plus grande coopération dans le domaine de l'intelligence artificielle, notamment dans son usage au sein des PME rwandaises.

SEYCHELLES

La BCS interdit les paiements de dividendes aux actionnaires par les banques locales. Le 10 décembre, la Banque centrale des Seychelles (BCS) a publié une directive consistant en l'interdiction pour les banques locales de verser des dividendes à leurs actionnaires pour les exercices financiers s'achevant le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020. Les quatre banques commerciales (*Absa Bank, Mauritius Commercial Bank, Bank of Baroda* et *Nouvobanq*), la Banque de développement des Seychelles (BDS) et la *Seychelles Credit Union* (SCU) sont concernées par cette mesure. Elle vise à maintenir la solidité et l'intégrité du système financier en permettant aux banques de disposer de fonds supplémentaires pour absorber les pertes potentielles causées par la crise de Covid-19.

SOMALIE

Pas de brève cette semaine

SOUDAN

Prêt relais américain de 1 Md USD. Suite au retrait du Soudan de la liste américaine des pays finançant le terrorisme, le Trésor américain a proposé la mise en place d'un prêt relais de 1 Md USD afin de régler les arriérés de ce pays vis-à-vis de la Banque Mondiale. Ce prêt relais pourrait permettre une intervention plus rapide de la Banque Mondiale, sous forme notamment d'appui budgétaire. Les réserves de la Banque Centrale soudanaise sont au plus bas et un financement extérieur massif est nécessaire pour la bonne réalisation du programme FMI en cours.

Démantèlement des subventions sur les carburants. Comme attendu, la ministre des finances a annoncé le 21 décembre l'unification des prix des carburants : 121 SDG/litre pour l'essence et 112 SDG/litre pour le diesel. Cependant elle a également fait part d'un prix subventionné de 46 SDG/litre pour le diesel utilisé dans les transports publics. Cette annonce coïncide avec la fermeture pour maintenance, pour au moins deux mois, de la principale raffinerie du pays, basée à Khartoum et qui fournit la moitié des besoins en hydrocarbures du Soudan. Il s'agit, avec l'unification des taux de change, d'une des deux mesures phares inscrites au programme FMI, lancé en juillet dernier.

SOUDAN DU SUD

Reprise de la construction de l'autoroute Juba-Bahr el Ghazal. Le Vice-président pour les infrastructures, Taban Deng Gai, a annoncé la reprise de la construction de cette route, de 392 km, qui reliera la capitale aux États de la région du Bahr el Ghazal ainsi et à l'État de l'Unité et desservira les champs pétroliers et la raffinerie du pays. Le chantier avait été interrompu en juin, alors qu'une partie de l'ouvrage avait été emportée par les eaux, ce qui avait conduit le président Salvar Kiir à destituer le ministre des affaires présidentielles, Mayiik Ayii Deng. Les travaux sont assurés par la société *Shandong High Speed - Nile Investment and Development*, filiale du groupe chinois *Shandong High-Speed* et financés par un accord de 700 MUSD payables progressivement par des contingents de pétrole brut.

TANZANIE

Accord d'achat d'électricité entre Tanesco et six producteurs indépendants (IPP). L'entreprise publique *Tanzania Electric Supply Company* (Tanesco) a signé des contrats d'achat d'électricité (CAE) avec six producteurs indépendants d'électricité (IPP) qui développent plusieurs projets d'énergies renouvelables en Tanzanie. La Tanesco a accepté ainsi d'acheter 19,16 MW d'électricité, sous la supervision de l'autorité de régulation de l'énergie et de l'eau (Ewura) de Tanzanie. Parmi les IPP sélectionnés figure *Nishati Lutheran Investment* (un projet hydroélectrique de 36 kW), *Madope Hydro* (1,7 MW), *Luponde Hydro* (9 kW), *Lung'ali* (1,2 MW) et *NextGen Solawazi* (5 MW). Selon la compagnie publique, les six entreprises privées devront commencer la commercialisation de leur production d'ici 18 mois.

CONTACTS

SER de NAIROBI

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr



SE de TANANARIVE

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE D'ADDIS ABABA

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de KAMPALA

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr



SE DE DAR ES SALAM

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr



SE de KHARTOUM

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr



AMBASSADE DE FRANCE AU RWANDA

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

